



Union Fédérale des Consommateurs - Que Choisir

Union régionale

Ile de France

siège : 54 avenue de l'Ouest - 75014 PARIS

contact@ufcquechoisir-iledefrance.org

www.ufcquechoisir-iledefrance.org

le 16 mai 2019

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Élections européennes : Les consommateurs Franciliens fixent leurs priorités !

À l'approche des élections européennes (26 mai), l'UFC-Que Choisir Île-de-France publie les résultats de l'enquête exclusive menée auprès de 2378 Franciliens sur leurs préoccupations et attentes consoméristes pour l'Europe de demain.

Alors que l'élection européenne est un sujet d'intérêt fort pour les sondés (88 %) [1] seuls (14%) estiment que leurs droits de consommateurs sont assez défendus à l'échelon européen, et surtout (91 %) indiquent être insuffisamment informés des lois votées par le Parlement européen. » Ils appellent clairement les prochains élus à un sursaut consomériste en leur fixant trois priorités très clairement définies :

Sécurité sanitaire, alimentaire, développement durable : le Top 3 des priorités thématiques des consommateurs

Parmi les 9 thématiques consoméristes proposées¹, les Franciliens mettent clairement en avant -et de loin- la lutte contre les substances chimiques indésirables (94 %), suivie de la sécurité alimentaire (75 %). Le développement durable et le climat est sur la 3eme marche du podium des priorités (72 %). Au-delà des secteurs prioritaires, les répondants ont plébiscité des propositions concrètes.

Substances chimiques : un renforcement de la réglementation massivement demandé

La lutte contre les substances chimiques indésirables doit passer par un renforcement de l'indépendance des autorités de contrôle et des études scientifiques (44%), un étiquetage des produits plus explicite (96%), et un encadrement strict des perturbateurs endocriniens en application du principe de précaution (94%).

Alimentation : pour un Nutri-Score obligatoire

Concernant l'alimentation les répondants exigent (96%) de rendre l'imposition du Nutri-Score obligatoire à l'échelon européen, afin de simplifier la lecture et la compréhension de l'étiquetage nutritionnel, et d'inciter les professionnels à améliorer la composition de leurs produits.

Durabilité des produits : contre l'obsolescence organisée, Les Franciliens plébiscitent les mesure concrètes suivantes

--Obliger les constructeurs à concevoir des produits plus durables dès l'origine (98%)

-- Rendre obligatoire la disponibilité des pièces détachées(96 %)

--Mettre en place un affichage de la durée de vie des produits(86 %),

--Adopter des mesures fiscales incitatives à la réparation(80) %

De plus, pour renforcer la durabilité, ils proposent à 96 %, d'étendre la garantie légale de conformité en fonction de la durée de vie des produits.

¹ Les 9 thématiques par ordre alphabétique. L'accès géographique aux soins, le développement durable et le climat, la lutte contre les substances chimiques indésirables, la lutte contre l'obsolescence programmée des produits, la mise en place d'un recours collectif européen, la protection des données personnelles et de la vie privée, la régulation bancaire et financière, la régulation de l'intelligence artificielle, la sécurité alimentaire.

Plus généralement, alors que l'Union européenne multiplie les textes d'harmonisation maximale empêchant les États membres d'adopter des législations plus contraignantes pour les distributeurs et prestataires, plus de 80 % des répondants exigent que l'on revienne, quel que soit le secteur, à une logique d'harmonisation minimale laissant une marge de manœuvre supplémentaire aux États membres. L'objectif est de permettre une meilleure protection et défense des intérêts des consommateurs français. Forte des résultats de cette enquête, l'UFC-Que Choisir, membre fondateur du Bureau européen des Unions de Consommateurs (BEUC) qui a défini [5 priorités pour ces élections](#), va interpeller les têtes de listes et candidats pour faire rentrer ces sujets au cœur de leur programme. L'association propose par ailleurs à l'ensemble des consommateurs de tester leur connaissance sur [l'action européenne en matière de consommation](#).